

§ 4. Tijdens het schooljaar 2027-2028 wordt, naast de opleidingen bedoeld in het eerste tot en met derde lid, een beperkt aantal sessies georganiseerd voor personeelsleden uit het gewoon lager onderwijs die in de schooljaren 2023-2024 tot en met 2026-2027 de opleidingen niet of slechts gedeeltelijk konden volgen om een van de volgende redenen :

1. wegens een uitzonderlijke omstandigheid buiten de wil van het personeelslid ;
2. of verlof om medische redenen ;
3. of indien het personeelslid ten tijde van de organisatie van de opleiding niet in actieve dienst was van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

§ 5. Onverminderd de paragrafen 1, 2 en 3 richt het opleidingsstelsel bedoeld in artikel 4 zich tot het onderwijzend personeel dat, met inbegrip van meesters lichamelijke opvoeding, meesters filosofie en burgerschap, meesters tweede talen en meesters godsdienst en zedenleer, in actieve dienst was in een gewone basisschool lager onderwijs.

Meesters lichamelijke opvoeding, meesters filosofie en burgerschap, meesters tweede talen en meesters godsdienst en zedenleer schrijven zich in voor opleidingen op basis van een leerjaar waarin ze lesgeven.

§ 6. Een personeelslid mag het in artikel 4 bedoelde opleidingsstelsel slechts eenmaal volgen.

§ 7. Overeenkomstig artikel 1.9.2-2, tweede lid, 1^o, van het Onderwijswetboek gaan de halve opleidingsdagen bedoeld in het tweede lid, 1^o, gepaard met een schorsing van de lessen.

Art. 6. De deelname aan de bijkomende halve dag afstandsopleiding bedoeld in artikel 4, tweede lid, 2^o, is onderworpen aan een premie zoals bedoeld in artikel 1 van et besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 houdende het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de premie zoals bedoeld in artikel 6.1.6-4 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Art. 8. De minister van leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/45073]

24 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant un dispositif de formation consacré à la réforme du parcours d'enseignement qualifiant

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'article 6.1.3-9, modifié par le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2023 ;

Vu le " Test genre » du 28 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 23 juin 2023 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateur visé aux articles 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités conclu en date du 19 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 13 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. CEFA : centre d'éducation et de formation en alternance défini à l'article 2, alinéa 2 du décret du 03 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ;
2. Code de l'enseignement : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;
3. Décret PEQ : le décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant ;
4. Enseignement secondaire qualifiant : l'enseignement défini à l'article 1^{er} du décret PEQ.

Art. 2. Durant les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue organise un dispositif de formation de quatre demi-jours de formation supplémentaires visés à l'article 6.1.3-9 du Code de l'enseignement. Ces demi-jours sont organisés en présentiel et consacrés à la compréhension et à l'appropriation du parcours d'enseignement qualifiant créé par le décret PEQ.

Art. 3. Pour 2023-2024, la formation visée à l'article 2 s'adresse aux personnes en activité de service suivantes :

1. pour les écoles de l'enseignement ordinaire organisant de l'enseignement secondaire qualifiant, de plein exercice ou en alternance, cinq membres par école sont désignés par le pouvoir organisateur et répartis de la manière suivante :

a) pour la 4^{ème} année couverte par le parcours d'enseignement qualifiant, deux membres du personnel enseignant chargés des cours techniques et de pratique professionnelle et deux membres du personnel enseignant chargés des cours généraux ;

b) un chef de travaux d'atelier ou un chef d'atelier ;

2. pour les écoles de l'enseignement spécialisé de forme 4 organisant de l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice ou en alternance, cinq membres par école sont désignés par le pouvoir organisateur et répartis de la manière suivante :

a) pour la 4^{ème} année couverte par le parcours d'enseignement qualifiant, deux membres du personnel enseignant chargés des cours techniques et de pratique professionnelle et deux membres du personnel enseignant chargés des cours généraux ;

b) un chef de travaux d'atelier ou un chef d'atelier ;

3. pour les écoles de l'enseignement spécialisé de forme 3 organisant de l'enseignement secondaire qualifiant, cinq membres par école sont désignés par le pouvoir organisateur et répartis de la manière suivante :

a) pour la phase 3 couverte par le parcours d'enseignement qualifiant, deux membres du personnel enseignant chargés des cours techniques et de pratique professionnelle et deux membres du personnel enseignant chargés des cours généraux ;

b) un chef de travaux d'atelier ou un chef d'atelier ;

4. par CEFA, quatre enseignants et un chef d'atelier désignés par le pouvoir organisateur et répartis de la manière suivante :

a) pour l'enseignement organisé conformément à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et des structures propres à les atteindre, un membre du personnel enseignant chargé des cours techniques et de pratique professionnelle et un membre du personnel enseignant chargé des cours généraux ;

b) pour l'enseignement débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de certification visés à l'article 1.4.3-2, § 4, 3^o, du Code de l'enseignement et assurant une formation générale et humaniste, un membre du personnel enseignant chargé des cours techniques et de pratique professionnelle et un membre du personnel enseignant chargé des cours généraux.

Art. 4. Pour 2024-2025, la formation visée à l'article 2 s'adresse aux personnes en activité de service suivantes :

1^o pour les écoles de l'enseignement ordinaire organisant de l'enseignement secondaire qualifiant, de plein exercice ou en alternance, quatre membres par école désignés par le pouvoir organisateur pour les années 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} couvertes par le parcours d'enseignement qualifiant, soit :

a) deux membres du personnel enseignant chargés des cours techniques et de pratique professionnelle ;

b) deux membres du personnel enseignant chargés des cours généraux.

Parmi ces quatre membres, le pouvoir organisateur doit veiller à ce qu'il y ait des membres du personnel de chacune des années concernées ;

2^o pour les écoles de l'enseignement spécialisé de forme 4 organisant de l'enseignement secondaire qualifiant, de plein exercice ou en alternance, quatre membres par école désignés par le pouvoir organisateur pour les années 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} couvertes par le parcours d'enseignement qualifiant, soit :

a) deux membres du personnel enseignant chargés des cours techniques et de pratique professionnelle ;

b) deux membres du personnel enseignant chargés des cours généraux.

Parmi ces quatre membres, le pouvoir organisateur doit veiller à ce qu'il y ait des membres du personnel de chacune des années concernées ;

3^o pour les écoles de l'enseignement spécialisé de forme 3 organisant de l'enseignement secondaire qualifiant, quatre membres par école désignés par le pouvoir organisateur pour la phase 3 couverte par le parcours d'enseignement qualifiant, deux membres du personnel enseignant chargés des cours techniques et de pratique professionnelle et deux membres du personnel enseignant chargés des cours généraux ;

4^o par CEFA, quatre enseignants désignés par le pouvoir organisateur et répartis de la manière suivante :

a) pour l'enseignement organisé conformément à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et des structures propres à les atteindre, un membre du personnel enseignant chargé des cours techniques et de pratique professionnelle et un membre du personnel enseignant chargé des cours généraux ;

b) pour l'enseignement débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de certification visés à l'article 1.4.3-2, § 4, 3^o, du Code de l'enseignement et assurant une formation générale et humaniste, un membre du personnel enseignant chargé des cours techniques et de pratique professionnelle et un membre du personnel enseignant chargé des cours généraux.

5^o Pour les centres de technologie avancée organisés par le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, deux formateurs désignés par centre.

Art. 5. Conformément à l'article 6.1.3-9, § 1^{er}, alinéa 3, du Code de l'enseignement, les cours dispensés par les membres du personnel visés aux articles 3 et 4 peuvent, le cas échéant, être suspendus durant les demi-jours de formation visés à l'article 1^{er}.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 août 2023.

Art. 7. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 août 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et
de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45073]

24 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan de hervorming van het kwalificerend onderwijstraject

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.3-9, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 25 april 2023 ;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 25 mei 2023 ;

Gelet op de " Gendertest » van 28 maart 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 07 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 juni 2023 met het onderhandelingscomité tussen de Regering en " Wallonie Enseignement » en de federaties van inrichtende machten bedoeld in de artikelen 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling binnen het Onderhandelingscomité Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor de Openbare Diensten, Afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het Statuut van het Gesubsidieerd Vrij Onderwijspersoneel overeenkomstig de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de syndicale organisaties van het personeel tewerkgesteld bij deze besturen, gesloten op 19 juni 2023 ;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 13 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het ontbreken van adviesmededeling binnen de bovengenoemde termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. CEFA : " centre d'éducation et de formation en alternance » (alternerend beroepsopleidingscentrum) zoals gedefinieerd in artikel 2, lid 2 van het decreet van 03 juli 1991 houdende de organisatie van het alternerend secundair onderwijs ;

2. Onderwijswetboek : het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;

3. PEQ-decreet : het decreet van 20 juli 2022 betreffende het kwalificerend onderwijstraject ;

4. Kwalificerend secundair onderwijs : het onderwijs gedefinieerd in artikel 1 van het PEQ-decreet.

Art. 2. Tijdens de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025 organiseert het " Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » een opleidingsstelsel bestaande uit vier bijkomende halve opleidingsdagen zoals bedoeld in artikel 6.1.3-9 van het Onderwijswetboek. Deze halve dagen worden face-to-face georganiseerd en zijn gewijd aan het verstaan en toe-eigenen van het kwalificerend onderwijstraject dat door het PEQ-decreet is opgericht.

Art. 3. Voor 2023-2024 is de opleiding bedoeld in artikel 2 gericht op de volgende personen in actieve dienst :

1. voor scholen voor gewoon onderwijs die kwalificerend secundair onderwijs inrichten, met volledig leerplan of alternerend, worden vijf leden per school benoemd door de inrichtende macht en als volgt verdeeld :

a) voor het 4e jaar van het kwalificerend onderwijstraject, twee leden uit het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en twee leden van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen ;

b) een werkplaatsleider of werkmeester ;

2. voor scholen voor gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 die kwalificerend secundair onderwijs inrichten, met volledig leerplan of alternerend, worden vijf leden per school benoemd door de inrichtende macht en als volgt verdeeld :

a) voor het 4e jaar van het kwalificerend onderwijstraject, twee leden uit het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en twee leden van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen ;

b) een werkplaatsleider of werkmeester ;

3. voor scholen voor gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 die kwalificerend secundair onderwijs inrichten, worden vijf leden per school benoemd door de inrichtende macht en als volgt verdeeld :

a) voor fase 3 die onder het kwalificerend onderwijstraject valt, twee leden van het onderwijzend personeel die belast zijn met de cursussen techniek en beroepspraktijk en twee leden van het onderwijzend personeel die belast zijn met de algemene cursussen ;

b) een werkplaatsleider of werkmeester ;

4. per CEFA, vier leerkrachten en een werkmeester aangewezen door de inrichtende macht en als volgt verdeeld :

a) voor het onderwijs georganiseerd overeenkomstig artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en de structuren om deze te verwezenlijken, een lid van het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en een lid van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen ;

b) voor onderwijs dat leidt tot het uitreiken van een getuigschrift tot bekrachtiging van studies waarvan het niveau wordt bepaald door verwijzing naar de certificeringsprofielen bedoeld in artikel 1.4.3-2, § 4, 3°, van het Onderwijswetboek en dat algemeen en humanistisch onderwijs verstrekt, een lid van het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en een lid van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen.

Art. 4. Voor 2024-2025 is de opleiding bedoeld in artikel 2 gericht op de volgende personen in actieve dienst :

1. voor gewone scholen die kwalificerend secundair onderwijs inrichten, met volledig leerplan of alternerend, vier leden per school aangewezen door de inrichtende macht voor de leerjaren 5, 6 en 7 van het kwalificerend onderwijstraject :

a) twee leden van het onderwijzend personeel die belast zijn met de cursussen techniek en beroepspraktijk ;

b) twee leden van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen.

Onder deze vier leden moet de inrichtende macht ervoor zorgen dat er personeelsleden zijn uit elk van de betrokken jaren ;

2. voor scholen voor gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 die kwalificerend secundair onderwijs, met volledig leerplan of alternerend, organiseren, vier leden per school aangewezen door de inrichtende macht voor de leerjaren 5, 6 en 7 gedekt door het kwalificerend onderwijstraject, namelijk :

a) twee leden van het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk ;

b) twee leden van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen.

Onder deze vier leden moet de inrichtende macht ervoor zorgen dat er personeelsleden zijn uit elk van de betrokken jaren ;

3. voor scholen voor gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 die kwalificerend secundair onderwijs organiseren, vier leden per school aangewezen door de inrichtende macht voor fase 3 van het kwalificerend onderwijstraject, twee leden van het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en twee leden van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen ;

4. per CEFA, vier leerkrachten aangewezen door de inrichtende macht en als volgt verdeeld :

a) voor het onderwijs georganiseerd overeenkomstig artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en de structuren om deze te verwezenlijken, een lid van het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en een lid van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen ;

b) voor het onderwijs dat leidt tot het uitreiken van een getuigschrift tot bekrachtiging van studies waarvan het niveau wordt bepaald door verwijzing naar de certificeringsprofielen bedoeld in artikel 1.4.3-2, § 4, 3°, van het Onderwijswetboek en dat algemeen en humanistisch onderwijs verstrekt, een lid van het onderwijzend personeel belast met de cursussen techniek en beroepspraktijk en een lid van het onderwijzend personeel belast met algemene cursussen.

5. Voor de centra voor geavanceerde technologie georganiseerd door het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie, twee aangewezen opleiders per centrum.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 6.1.3-9, § 1, derde lid, van het Onderwijswetboek kunnen de cursussen van de personeelsleden bedoeld in de artikelen 3 en 4 in voorkomend geval worden geschorst tijdens de halve opleidingsdagen bedoeld in artikel 1.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Art. 7. De minister van leerplicht onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en

Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR